



Les conclusions du Forum d'Assouan sur la Paix et le Développement Durables en Afrique Troisième Édition

"L'Afrique à l'ère des risques en cascade et de la vulnérabilité climatique :
Voies pour un continent pacifique, résilient et durable"

21-22 juin 2022
le Caire, Égypte





ASWAN FORUM

**LES CONCLUSIONS DU FORUM D'ASSOUAN SUR LA PAIX ET LE
DÉVELOPPEMENT DURABLES EN AFRIQUE – TROISIÈME ÉDITION**

21-22 Juin 2022

Le Caire, Égypte

Les 21 et 22 juin 2022, l'Égypte a accueilli la troisième édition du Forum d'Assouan pour la Paix et le Développement Durables intitulé « L'Afrique à l'Ère des Risques en Cascade et de la Vulnérabilité Climatique : Vers un Continent Pacifique, Résilient et Durable ». Le forum a été l'occasion de riches discussions ainsi que des délibérations approfondies avec la participation de hauts responsables de pays Africains, de partenaires au développement, d'organisations internationales et régionales, d'institutions financières internationales et régionales, de représentants de la société civile, de think-tanks et du secteur privé.

Se tenant sur fond de tensions géopolitiques accrues, d'un ralentissement économique mondial, d'une crise alimentaire imminente, d'impacts accrus du changement climatique et des répercussions sanitaires et socio-économiques continues de la pandémie de COVID-19, le forum fut axé sur la manière avec laquelle l'Afrique peut faire avancer un programme de relance économique vert et transformateur visant à renforcer la capacité du continent à faire face à cette cascade de risques à multiples facettes, alors même que celui-ci cherche sa voie dans le monde post-COVID-19, dans le but de parvenir à une paix et un développement durables et à un avenir sûr pour le climat. Le Forum a également examiné la manière avec laquelle le changement climatique agit comme un multiplicateur potentiel de menaces et un amplificateur des vulnérabilités structurelles inhérentes, en particulier dans les contextes déjà fragiles et touchés par les conflits. Ces développements se déroulent alors que l'Afrique continue d'être le théâtre de conflits armés et de violences prolongées, d'une recrudescence du terrorisme et de déplacements à grande échelle—qui poussent tous davantage de personnes à vivre dans des conditions humanitaires désastreuses.

S'appuyant sur les conclusions de la première et deuxième édition du Forum d'Assouan, la troisième édition a contribué à faire progresser l'opérationnalisation des interventions interreliées à travers le nexus humanitaire-développement-paix (NHDP), tout en tenant compte de l'impact négatif croissant du changement climatique et les défis supplémentaires que celui-ci apporte. À cet égard, le forum a souligné la nécessité de faire passer le discours sur le climat et la sécurité, du focus sur les menaces et les conflits, à la promotion de la paix, de la résilience et du développement durables. Afin de parvenir à cela, le forum a réuni les membres des communautés travaillant sur les questions du changement climatique et ceux œuvrant à la consolidation de la paix afin de promouvoir des réponses intégrées et contextualisées ainsi qu'un programme d'action audacieux en vue de la COP27, abordant, dans ce cadre, une série de sujets sur les liens susmentionnés, y compris l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la paix, le lien climat-déplacement, les impacts du changement climatique sur les écosystèmes eau-alimentation-énergie, ainsi que le financement climatique dans un but de pérennisation de la paix. Le forum a souligné l'importance de s'attaquer à ces problèmes dans l'optique d'accélérer la mise en œuvre des engagements et des promesses mondiales en matière de climat, ainsi que d'intensifier le soutien aux pays Africains dans la lutte contre le changement climatique, constatant par là même que si l'Afrique contribue le moins à la crise climatique, avec seulement 4 % des émissions mondiales de carbone, elle reste le continent le plus vulnérable à ses conséquences dévastatrices.

Les conclusions ci-dessous sont le résultat de délibérations approfondies ayant eu lieu avant et pendant la troisième édition du Forum d'Assouan. Elles dressent les paramètres d'un cadre global ancré dans les agendas de pérennisation de la paix et de développement durables afin de façonner l'action visant à renforcer les efforts de prévention et la résilience des États et des communautés, en particulier ceux

touchés par des conflits violents, et ceci renforcé par une coopération régionale et internationale plus adaptée au paysage mondial en évolution.

Renforcer la Résilience Institutionnelle et Communautaire Face aux Risques en Cascade

L'avenir des États Africains et des communautés dans notre continent continuera d'être sensible aux chocs et aux crises simultanés tant que les réponses resteront axées sur des stratégies d'atténuation à court terme. À cet égard, le renforcement de la résilience institutionnelle et communautaire à tous les niveaux est essentiel afin de renforcer la résilience à long terme des pays Africains ainsi que leur capacité à réagir et à se remettre de chocs et de crises complexes et interconnectées. Dans cet esprit, les gouvernements Africains, l'Union Africaine (UA), les Communautés Économiques Régionales/Mécanismes Régionaux (CER/MR), ainsi que leurs partenaires internationaux sont invités à :

- **adapter les politiques, cadres et outils de renforcement des institutions afin de renforcer les capacités des États Africains en matière de prévention, de réponse et d'adaptation aux crises.** Cela inclut le soutien aux institutions aux niveaux régional, national et local, principalement en concevant et en mettant en œuvre des réponses spécifiques au contexte axées sur une analyse intégrée et sensible au genre, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par les conflits;
- **prioriser le renforcement des institutions dans les programmes et les interventions du Centre de l'Union Africaine pour la Reconstruction et le Développement Post-Conflit (CUA-RDPC) récemment lancé.** Cela inclut de surmonter les défis liés à l'échelonnement et la hiérarchisation ainsi que d'assurer la cohérence du renforcement de la résilience à long terme, en vue de permettre aux pays Africains de s'appropriier et de diriger pleinement leurs programmes de consolidation de la paix. En outre, le Centre de RDPC de l'UA ainsi que les Arrangements de Sécurité Régionaux devraient entreprendre une analyse, une planification, une conception et une mise en œuvre conjointes afin d'intégrer les efforts de RDPC dans les mandats des missions;
- **adopter des approches de développement centrées sur la communauté afin de renforcer la résilience à long terme des communautés face aux risques en cascade,** comme le rappelle notamment la 3e stratégie de la Banque Africaine de Développement afin de Remédier à la Fragilité et Renforcer la Résilience en Afrique. Cela comprend l'autonomisation des femmes et des jeunes afin qu'ils contribuent à la mise en place de programmes sur le changement climatique et la consolidation de la paix.

Recalibrer les Partenariats à un Paysage Mondial en Mutation

Afin de faire face efficacement aux risques en cascade et aux crises interconnectées, il est nécessaire de repenser et de recalibrer les partenariats afin qu'ils soient plus adaptés à leur objectif. À cet égard, ces modalités de partenariat doivent être mieux adaptées et alignées avec les priorités et les besoins nationaux et locaux. En ce sens, l'Afrique et ses partenaires internationaux devraient :

- **adopter des réponses holistiques et intégrées à la multiplicité des crises, tout en amplifiant les voix Africaines dans la gouvernance mondiale et le multilatéralisme ;**
- **promouvoir le développement équitable, la coopération régionale et le dialogue interétatique pour une action collective dans le cadre du système multilatéral ;**

- **développer des engagements plus intégrés avec les partenaires, y compris dans le cadre de la collaboration avec l'UA et les CER/MR**, afin d'assurer des réponses coordonnées et un plus grand impact, en particulier dans les situations post-conflit, et faire progresser une telle approche par le biais de la stratégie des partenariats à venir de l'UA.

Mobiliser Les Financements dans une Ère de Risques en Cascade

Le financement de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique doit rester une priorité absolue de l'agenda mondial. Le financement devrait être réorienté afin de faire avancer les réponses holistiques et inclusives aux risques en cascade, y compris à travers le NHDP, tout en continuant à donner la priorité au renforcement de la paix et du développement durables en Afrique. Dans cet esprit, les gouvernements Africains, l'UA et leurs partenaires régionaux et internationaux, y compris les institutions financières, sont invités à :

- **assurer un financement prévisible, flexible et à long terme pour la consolidation de la paix, notamment en encourageant les engagements pluriannuels, les contributions obligatoires et les financements innovants du Fond pour la Consolidation de la Paix (FCP) ainsi que maximiser l'utilisation d'instruments de financement flexibles pour la mise en commun des ressources dédiées aux contextes fragiles en Afrique tels la Facilité d'Appui à la Transition (FAT).** Cela comprend également des efforts pour renforcer davantage les partenariats et la coordination entre l'UA, les CER, la CCP de l'ONU et les institutions financières internationales afin de faire face au précipice financier dans les contextes de transition.
- **augmenter le financement prévisible, concessionnel et à long terme pour l'adaptation, la mitigation et le renforcement de la résilience au changement climatique en Afrique**, y compris un modus operandi plus pragmatique pour une plus grande accessibilité à grande échelle par les pays Africains à faible revenu, afin de mettre en place les réformes structurelles et catalytiques nécessaires pour favoriser et tirer parti des dividendes de la paix, en particulier dans les contextes fragiles et touchés par les conflits ;
- **augmenter le financement pour aider les pays Africains à faire face à la crise alimentaire actuelle, compte tenu de ses effets néfastes sur la stabilité du continent**, notamment par le biais d'initiatives telles que le Facilité Africaine de Production Alimentaire d'Urgence de 1,5 milliard de dollars de la Banque Africaine de Développement et une solide 16e reconstitution du Fonds Africain de Développement ;
- **assurer un financement adéquat, prévisible et durable des opérations de paix Africaines**, en particulier à partir des contributions évaluées, y compris par le biais d'un examen par le Conseil de Sécurité de l'ONU, conformément à sa responsabilité première pour le maintien de la paix et de la sécurité internationale ;
- **opérationnaliser le Fonds pour la Paix de l'UA afin de garantir des ressources prévisibles et durables pour les efforts de paix et de sécurité**, conformément aux réformes institutionnelles et financières de l'UA ;
- **faciliter un financement flexible et durable pour les initiatives dirigées par des femmes et des jeunes visant à faire face aux risques liés à la paix, à la sécurité et au changement climatique**, en vue de renforcer la résilience économique ;
- **inciter le secteur privé à financer les efforts humanitaires, de paix et de développement.**

Répondre aux Risques à la Paix, à la Stabilité et au Développement Liés au Climat

Bien que le changement climatique ne soit pas une cause directe de conflit, il s'agit d'un multiplicateur de risque potentiel et d'un amplificateur de fragilité, en particulier dans les milieux déjà fragiles et touchés par des conflits, ce qui peut entraver les efforts visant à faire progresser la paix et le développement durables. En tant que tel, il est de plus en plus nécessaire de reconceptualiser les débats sur le climat et la sécurité en termes de trajectoire de paix et de développement durables, se focalisant en particulier sur le renforcement de la prévention et de la résilience, tout en restant ancrées dans la spécificité du contexte et l'appropriation nationale. À cet égard, les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux sont invités à :

- **accélérer la planification et la mise en place de programmes nationaux intégrant le changement climatique afin de mieux prévenir, réduire et atténuer les risques pour la sécurité et le développement liés à ces impacts.** Une planification climatique inclusive et intégrée peut générer des gains de développement, tout en atténuant les risques liés au changement climatique pour la paix, la stabilité et le développement ;
- **faire progresser la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'Union Africaine sur le Changement Climatique et le Développement Résilient (2022-2032),** qui aborde le rôle du changement climatique en tant que multiplicateur de menaces potentielles tout en soulignant l'importance des solutions contextuelles et localisées ;
- **renforcer les capacités Africaines par le biais d'activités de renforcement des capacités, de formation, de recherche et de partage d'expériences** - tirant parti du rôle des jeunes hommes et femmes en tant qu'agents clés du changement – **afin de faire progresser les réponses intégrées et les perspectives Africaines holistiques sur les implications du changement climatique sur la paix, la stabilité et le développement ;**
- **adhérer à la Position Africaine Commune, suivant les orientations données par le Comité des Chefs d'État et de Gouvernement Africains (CCECC),** et aux communiqués 984¹, 1051² et 1079³ du Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA ;
- **investir dans des modèles d'alerte précoce et de prévision afin d'aider à se préparer et à prévenir les phénomènes météorologiques extrêmes et les catastrophes naturelles liées au changement climatique, ainsi que de renforcer la résilience des communautés face aux risques de catastrophe émergents;**
- **renforcer la coopération transfrontalière concernant les ressources naturelles, y compris les terres pastorales, les forêts, la faune, les rivières et les bassins de lacs, aux niveaux politique**

¹ Communiqué de la 984ème réunion du CPS tenue au niveau des Chefs d'État et de Gouvernement le 9 mars 2021 sur le thème : Paix Durable en Afrique: le Changement Climatique et ses Effets sur la Paix et la Sécurité sur le Continent - <https://www.peaceau.org/en/article/communiqué-of-the-984th-meeting-of-the-psc-held-at-the-level-of-heads-of-state-and-government-on-9-march-2021-on-the-theme-sustainable-peace-in-africa-climate-change-and-its-effects-on-peace-and-security-in-the-continent>

² Communiqué de la 1051ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA tenue le 26 novembre 2021 sur le thème : Changement Climatique et Paix et Sécurité : la nécessité d'un lien Éclairé entre le Climat, la Sécurité et le Développement pour l'Afrique - <https://www.peaceau.org/en/article/communiqué-of-the-1051th-meeting-of-the-au-peace-and-security-council-psc-held-on-26-november-2021-on-the-theme-climate-change-and-peace-and-security-the-need-for-an-informed-climate-security-development-nexus-for-africa>

³ Communiqué de la 1079ème réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA tenue le 21 avril 2022 sur le Changement Climatique et la Paix et la Sécurité en Afrique - <https://www.peaceau.org/en/article/communiqué-of-the-1079th-meeting-of-the-psc-held-on-21-april-2022-on-climate-change-peace-and-security-in-africa>

et opérationnel afin de faire face aux risques et aux impacts accrus du changement climatique sur la base des intérêts communs et de l'égalité des droits, et du droit international applicable.

Répondre aux Faiblesses Structurelles et aux Causes Profondes de la Vulnérabilité Climatique en Afrique

Les faiblesses structurelles existantes, y compris les tensions et vulnérabilités sous-jacentes, coïncident avec l'exposition, en particulier dans les milieux fragiles et touchés par les conflits, aux effets néfastes du changement climatique, entraînant des risques exacerbés aux moyens de subsistance, à la sécurité hydrique et alimentaire, avec des effets disproportionnés sur les femmes les rendant plus vulnérables à de tels risques. En réponse, les gouvernements Africains, l'UA et leurs partenaires sont invités à :

- **investir dans les efforts d'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole ainsi que diversifier les opportunités économiques** afin d'atténuer les risques associés à la perte des moyens de subsistance, y compris le recours à des mécanismes d'adaptation illégaux, parmi d'autres risques ;
- **promouvoir un agenda d'adaptation transformateur** d'une manière traitant également des vulnérabilités structurelles des femmes, notamment en activant leur rôle au centre de la transition à l'économie verte, en créant des opportunités d'emploi et en renforçant la résilience économique;
- **traiter des causes profondes des conflits, des tensions et des griefs préexistants**, qui, associés aux impacts du changement climatique, peuvent déstabiliser les communautés et alimenter les tensions et la violence ;
- **soutenir les initiatives menées par les jeunes pour l'action contre le changement climatique et surmonter les obstacles structurels et les inégalités** limitant le potentiel des jeunes femmes et hommes à participer à la prise de décision en ce qui concerne l'adaptation au changement climatique et la consolidation de la paix ;
- **lutter contre les effets du changement climatique sur la sécurité hydrique, alimentaire et énergétique** à travers le développement d'infrastructures durables, la numérisation, le renforcement des systèmes alimentaires et l'investissement dans l'agriculture climato-intelligente, les systèmes hydrauliques et l'énergie durable.

Mobiliser l'Adaptation au Changement Climatique pour la Consolidation de la Paix

L'adaptation au changement climatique ainsi que la gestion des ressources naturelles constituent un point points d'entrée avantageux aux bénéfices en termes de consolidation de la paix, si elles sont conçues de manière positive pour la paix. Mobiliser l'adaptation au changement climatique pour la consolidation de la paix nécessite un recalibrage stratégique de l'architecture existante des politiques, des institutions et des partenariats dans ces deux domaines. En conséquence, les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux devraient :

- **veiller à ce que les processus de rétablissement et de consolidation de la paix (y compris la RDPC) dans les contextes fragiles et touchés par les conflits soient sensibles au genre et au changement climatique, ainsi que fondés sur la spécificité du contexte et l'appropriation nationale ;**
- **intégrer les efforts de consolidation de la paix dans les politiques et stratégies nationales sur le changement climatique, y compris les Contributions Déterminées au niveau National**

(CDN), les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) ainsi que l'Objectif Mondial en termes d'Adaptation (OMA), tout en garantissant la sensibilité au genre ;

- **renforcer les efforts de coordination entre les départements concernés de l'UA** afin de mieux faire face aux risques pour la paix et la stabilité associés aux impacts climatiques ;
- **entreprendre des évaluations des risques liés au changement climatiques et de la résilience**, aux niveaux régional et continental, afin de renforcer les synergies entre les programmes relatifs au changement climatique, à la paix et à la sécurité ;
- **Mobiliser le rôle crucial des femmes dans le renforcement de la résilience**, notamment en favorisant leur participation significative à la prise de décision en ce qui concerne l'action climatique et les efforts de consolidation de la paix ;
- **doubler le financement pour l'adaptation au changement climatique conformément aux engagements et aux promesses mondiales en matière de climat** et exploiter les co-bénéfices pour les activités de consolidation de la paix.

Faire Avancer les Solutions Durables pour Faire Face au Nexus Climat-Déplacement et Pérennisation de la Paix en Afrique

La convergence des conflits, du changement climatique, des catastrophes naturelles et de la dégradation de l'environnement est un défi croissant et pressant à travers l'Afrique, déplaçant des millions de personnes à la recherche de sécurité et de meilleures opportunités de subsistance. L'atténuation de l'impact de ce rapport entre changement climatique, conflits et déplacements nécessite un investissement urgent de la part des gouvernements Africains dans des réponses durables, avec le soutien de la communauté internationale et des partenaires de développement. Cela peut contribuer à réduire les vulnérabilités, à gérer la fragilité et à renforcer la paix et la sécurité sur tout le continent. À cet égard, les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux à travers le NHDP, sont encouragés à :

- **Donner priorité à une approche préventive dans la lutte contre le déplacement lié au changement climatique** par la mise en œuvre urgente des engagements et des promesses mondiales, en particulier celles liées au changement climatique, afin d'empêcher de nouveaux déplacements ;
- **intégrer les défis liés au déplacement dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et dans les politiques de réduction des risques de catastrophe** aux niveaux national et régional ;
- **favoriser les voies migratoires régulières** afin d'atténuer l'impact socio-économique du changement climatique et créer des opportunités pour les personnes déplacées en raison du changement climatique ;
- **investir dans des outils de recherche et de développement de connaissances** afin de tirer profit de l'identification précoce fondée sur les preuves, des tendances de déplacement possibles liées aux catastrophes et aux risques liés au changement climatique, et afin de permettre une meilleure prévision des points chauds de conflit potentiels où la paix peut être compromise ;
- **assurer la protection et la conservation des actifs communautaires existants** afin de minimiser les pertes drastiques associées aux événements liés au changement climatique, mais aussi mobiliser les connaissances locales, les communautés locales et les organisations de terrain afin de renforcer la résilience économique locale et promouvoir l'autonomie économique au sein des communautés déplacées ;

- **investir dans des activités de stabilisation communautaire et dans la reconstruction de la cohésion sociale** au sein et entre les communautés hôtes et déplacées, tout en tenant compte de l'importance des facilitateurs locaux pour désamorcer les tensions potentielles pouvant résulter de l'épuisement des ressources naturelles et des dynamiques de déplacement associées ;
- **accroître le financement durable des plans d'adaptation** investissant dans des pratiques agricoles intelligentes face au climat, des solutions fondées sur la nature, l'innovation dans la production alimentaire et la gestion efficace des ressources en eau—qui peuvent tous atténuer les impacts négatifs des risques climatiques sur les communautés hôtes et déplacées, surtout les femmes et les enfants.

Assouan en Pratique : Faire Avancer la Mise en Œuvre des Conclusions d'Assouan

S'appuyant sur l'exemple de l'étude de terrain du CCCPA au Nigeria et du rapport qui en découle⁴, des efforts continueront d'être déployés afin de faire avancer le cycle de mise en œuvre d'Assouan à travers le renforcement des capacités, la recherche et un engagement au niveau des politiques, en collaboration avec un large éventail de partenaires. Le Cycle du Forum d'Assouan implique un processus préparatoire qui prépare le forum, suivi par la mise en œuvre des Conclusions du Forum d'Assouan à travers diverses activités, soulignant l'importance d'assurer l'appropriation nationale, d'investir dans les efforts de prévention, de renforcement de la résilience, ainsi que l'impératif d'adopter des approches holistiques, pangouvernementales et pan-sociétales, y compris dans le contexte de la lutte contre la propagation du terrorisme en Afrique.

Créer une Dynamique en vue de la COP27

S'adapter au changement climatique et renforcer la résilience à ses effets néfastes est une priorité pour les pays Africains. La COP27 portera sur des mesures concrètes afin de combler le déficit de financement qui affecte les pays en développement, en particulier en Afrique, et sur la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des engagements et des promesses en matière de mitigation et d'adaptation, au-delà du doublement du financement lié à l'adaptation. La présidence de la COP27 a également identifié le climat, la paix et le développement comme domaines prioritaires. Sur la base des délibérations de la troisième édition du Forum d'Assouan, d'autres actions peuvent être envisagées par celle-ci, notamment la possibilité d'une initiative dans ce domaine à la COP27 afin de faire avancer des réponses holistiques et intégrées, tout en gardant à l'esprit les priorités Africaines fondées sur la spécificité contextuelle et l'appropriation nationale. Une telle initiative serait menée de manière inclusive en collaboration avec un large éventail de partis prenants et de partenaires, dans le but général de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'UA. En soutien à l'amplification des voix de la jeunesse Africaine et de l'intégration de leurs besoins et priorités en matière de paix, de sécurité et d'action climatique, les messages clés du Dialogue de la Jeunesse du Forum d'Assouan, "Donner Pouvoir aux Jeunes Voix Africaines pour un Avenir Pacifique et Résilient au Climat", (ci-joint) seront présentés lors de la prochaine Conférence de la Jeunesse (COY17) en vue de la COP27.

⁴ CCCPA, *Advancing Holistic and Comprehensive Efforts to Confront Africa's Growing Terrorism Challenge: A Nigerian Case Study on Developing Sustainable Pathways Out of Extremism for Individuals Formerly Associated with Boko Haram and the Islamic State in West Africa Province (ISWAP)*, June 2022 - <https://www.cccpa-eg.org/publications-details/1042>



Dialogue des Jeunes au Forum d'Assouan

Amplifier la Voix de la Jeunesse Africaine pour un Avenir Pacifique et Résilient au Changement Climatique

Messages Clés

Répondre aux Implications des Risques Liés au Changement Climatique sur Les Jeunes Populations Africaines à travers des Réponses Inclusives et Efficaces

La jeunesse africaine est confrontée à une série de risques en cascade et de crises multiples, limitant leurs opportunités socio-économiques ainsi que leur capacité à envisager un avenir pacifique et résilient au changement climatique. Afin que les réponses soient efficaces, les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux sont invités à :

- investir dans la recherche et l'analyse afin de mieux comprendre les implications croissantes du changement climatique sur la paix et la sécurité du continent, et en particulier sur les jeunes ;
- sensibiliser la jeunesse aux liens entre changement climatique, paix, résilience et développement ;
- faciliter l'accès des jeunes à des moyens économiques durables grâce à une meilleure allocation des ressources et à la création d'emplois, en particulier compte tenu de leur vulnérabilité économique dans les contextes fragiles et touchés par les conflits ;
- renforcer les efforts de consolidation de la paix afin qu'ils soient inclusifs, sensibles au genre et au changement climatique ;
- mettre à profit le rôle des jeunes afin d'aider à renforcer la résilience et réduire les vulnérabilités et les risques, en particulier dans les communautés urbaines et rurales ;
- renforcer les systèmes d'alerte précoce sensibles au genre afin de mieux anticiper et répondre aux catastrophes potentielles liées au changement climatique.

Donner Pouvoir aux Initiatives Dirigées par des Jeunes pour une Afrique Résiliente au Changement Climatique

Les jeunes sont des piliers essentiels de la résilience dans toute société ; par conséquent, les initiatives dirigées par les jeunes portent une importance capitale dans le but de fournir des réponses efficaces afin de renforcer la paix, la sécurité et l'action contre le changement climatique. À cet égard, les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux sont invités à :

- renforcer les capacités des organisations dirigées par des jeunes travaillant sur les questions liées au climat, y compris l'adaptation et la mitigation, afin de soutenir leur revendications aux niveaux local, national et régional en vue d'établir des initiatives traitant des risques liés au changement climatique ;

- améliorer de manière inclusive la réduction des risques de catastrophe, notamment en promouvant des programmes dirigés par des jeunes ;
- assurer un financement à long terme, prévisible et stable pour les initiatives dirigées par des jeunes ;
- capitaliser sur l'action positive et significative des jeunes hommes et femmes dans la construction de sociétés résilientes, notamment en développant les opportunités de renforcement des capacités.

Faire Progresser l'Action Climatique Inclusive pour une Paix et un Développement Durables

Bien que les impacts du changement climatique sur les jeunes soient reconnus, le potentiel des jeunes à contribuer à l'action climatique n'a pas encore été exploité. En conséquence, il est recommandé que les gouvernements Africains, l'UA, les CER/MR, ainsi que leurs partenaires internationaux concernés:

- assurent une participation significative des jeunes à la conception, à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des initiatives et des programmes adaptés au changement climatique ;
- promeuvent des réponses intégrées et une action climatique tournées vers un avenir pacifique, sains, résilient et durable pour les communautés ;
- améliorent le partage d'expériences entre jeunes Africains sur les risques interconnectés liés au changement climatique, tels l'augmentation des déplacements induits par le climat, la perturbation des moyens de subsistance et la perte des gains de paix et de sécurité ;
- intégrer les voix et les besoins des jeunes dans les processus de prise de décision et d'engagement politique liés au changement climatique ainsi que ceux liés à la paix et à la sécurité.

PARTENAIRES STRATÉGIQUES



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

PARTENAIRES DE SOUTIEN



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

PARTENAIRES



THE WORLD BANK



COMMANDITAIRES CORPORATIFS



المجموعة المالية هيرميس

PARTENAIRES DE CONAISSANCES



PARTENAIRES DU DIALOGUE DES JEUNES AU FORUM D'ASSOUAN



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations



World Food
Programme